Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-essor-de-l-imperialisme-allemand-et-la-pseudo-menace-russe>

L'essor de l'impérialisme allemand et la pseudo « menace russe »

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 14 décembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le principal argument idéologique nazi, qui assura au parti une aide financière et politique massive de la part des plus importants industriels allemands, fut la menace communiste et soviétique. Le principal effort militaire nazi, absorbant les deux tiers de ses meilleures troupes, s'exerça vers l'Est pour la conquête et la destruction de la Russie. La « menace russe » servit à justifier la conquête et l'occupation par l'Allemagne nazie de l'Ukraine, des Balkans, de l'Europe de l'Est et des États baltes, avec l'aide d'une confortable proportion de collaborateurs nazis locaux.

Après la défaite, la division et le désarmement de l'Allemagne, et avec le développement de la puissance soviétique, les États-Unis remirent en place les industriels, les géants de la banque, les fonctionnaires et les agents de renseignements du pouvoir nazi. Ils furent en premier lieu utilisés à la reconstruction de l'économie nationale et à la consolidation du pouvoir politique en collaboration avec les forces occupantes de l'armée des États-Unis.

Vers la fin des années soixante, l'Allemagne, ayant retrouvé sa supériorité économique, se retrouva en ligne de front pour l'intégration européenne, en association avec la France et l'Angleterre. Elle parvint rapidement à dominer les institutions de contrôle du modelage de l'Union européenne (UE). L'UE servit alors à l'Allemagne d'instrument de conquête furtive. Année après année, grâce à des « aides » et des prêts à taux réduit, l'UE facilita la pénétration capitaliste des marchés par l'Allemagne et son expansion financière, partout en Europe du Sud et en Europe centrale. L'Allemagne imposa son agenda à l'Europe occidentale, installant sa domination économique tout en bénéficiant de la subversion US et de l'encerclement de l'Europe de l'Est, de la Russie, des États baltes et des Balkans.

Le Pas Décisif de l'Allemagne : l'annexion de l'Allemagne de l'Est et l'effondrement de l'URSS

Cette explosion de puissance de l'Allemagne à une échelle mondiale n'aurait jamais pu se produire sans l'annexion de l'Allemagne de l'Est.

Au-delà des prétentions ouest-allemandes de solidarité et de « secours » à l'Est, il n'en reste pas moins que le régime de Bonn s'est assuré le concours de plusieurs millions d'ingénieurs, ouvriers et techniciens compétents, la prise de contrôle d'usines et de fermes productives, et, plus important encore, l'accès aux marchés est-européens et russe pour ses produits industriels, en volume de milliards de dollars.

L'Allemagne, partenaire influent de l'UE, devint la puissance expansionniste la plus dynamique d'Europe, et ce particulièrement dans les économies du défunt Pacte de Varsovie. L'annexion de l'Allemagne de l'Est et le renversement des gouvernements communistes de l'Est permirent aux capitalistes allemands d'imposer leur domination sur les marchés de l'ancien bloc de l'Est.

De par leur position de partenaire principal en affaires, ils purent prendre le contrôle d'importantes entreprises industrielles par le biais de privatisations douteuses décrétées par les régimes clients pro-capitalistes nouvellement mis en place. Au fur et à mesure que la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et les États baltes « privatisaient » et « dénationalisaient » des secteurs stratégiques de leur économie, ainsi que leur commerce, leurs médias et leur protection sociale, la « réunification » de l'Allemagne pouvait avancer d'un bon pas.

Au fur et à mesure que la Russie tombait dans les mains de gangsters, de nouveaux oligarques et de politiciens vassaux des capitalistes occidentaux, la totalité de son infrastructure industrielle se trouva détruite, et la Russie se vit transformée en une immense zone d'exportation de matières premières. L'Allemagne transforma sa relation commerciale d'égal à égal avec la Russie en un modèle colonial : elle exportait des produits industriels à haute valeur ajoutée, et importait de la Russie du gaz, du pétrole et des matières premières.

La puissance allemande se développa de manière exponentielle avec l'annexion de l'autre Allemagne, la restauration du capitalisme en Europe de l'Est, et la montée de régimes clients ardemment désireux de se soumettre à une Union européenne dominée par l'Allemagne, et au commandement militaire de l'Otan dirigé par les États-Unis.

L'expansion politico-économique allemande par le biais de « soulèvements populaires » contrôlés par des clients politiques locaux, fut bientôt accompagnée par une offensive militaire menée par les États-Unis - avec le déclencheur de mouvements séparatistes locaux. L'Allemagne intervint en Yougoslavie, aidant et aiguillonnant les séparatistes en Slovénie et en Croatie. Elle apporta son concours au bombardement de la Serbie par l'US-Otan et à la soi-disant Armée de Libération du Kosovo (KLA), organisation d'extrême droite impliquée dans la guerre terroriste du Kosovo. Belgrade fut vaincue, et le changement de régime installa un régime client néo-libéral. Les États-Unis construisirent la plus grande base militaire d'Europe au Kosovo. Le Monténégro et la Macédoine devinrent des États satellites de l'UE.

Avec l'expansion de l'Otan et le renforcement de la présence militaire US jusqu'aux frontières de la Russie, l'Allemagne devint la puissance économique prédominante du continent.

L'Allemagne et le Nouvel Ordre Mondial

En même temps que les président Bush et Clinton se faisaient les hérauts du « nouvel ordre mondial » fondé sur une suprématie militaire unipolaire, l'Allemagne faisait progresser son nouvel ordre impérial en utilisant ses moyens de pression économiques et politiques.

Les deux foyers de puissance, Allemagne et États-Unis, partageaient l'objectif d'intégrer rapidement les nouveaux régimes capitalistes dans leurs organisations régionales, l'Union européenne et l'Otan, et d'étendre leur sphère d'influence globale. Étant donné les origines réactionnaires et la trajectoire de vassalisation des régimes de l'Est, des États baltes et des Balkans, et la crainte politique d'une réaction populaire face à la diminution de l'emploi, de la protection sociale, et de l'indépendance provoquée par la mise en place de brutales mesures de choc néo-libérales, les dirigeants vassaux posèrent immédiatement leur candidature comme membres subordonnés de l'Otan et de l'UE, troquant leur souveraineté, leur marché et leurs moyens de production contre une « aide » économique et le « libre marché du travail », soupape de sécurité face aux millions de chômeurs. Le capital allemand et britannique récolta des millions de travailleurs à bas salaire, et un accès illimité aux marchés et aux ressources. Les États-Unis sécurisèrent les bases militaires de l'Otan, et recrutèrent des forces militaires pour leurs guerres impériales du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud.

Les fondements de la domination économique et militaire Germano-US de l'Europe étaient le maintien de la Russie comme État faible et quasi-vassal, et l'expansion économique continue de leurs économies après le pillage initial des économies ex-soviétiques.

Une suprématie militaire incontestée sur toute l'Europe était pour les États-Unis le tremplin pour la prochaine expansion impériale au Moyen-Orient, en Asie du Sud, en Afrique et en Amérique latine. L'Otan, internationalisée, devint une alliance militaire d'offensive globale : d'abord en Somalie, en Afghanistan, puis en Iraq, en Libye, en Syrie, et en Ukraine.

La montée de la Russie, la Résistance islamique, et la Nouvelle Guerre Froide

Pendant la « décennie de l'infamie » (1991-2000), les mesures extrêmes de privatisation imposées par les dirigeants vassaux en Russie pour le compte des investisseurs UE et US et des oligarques gangsters eurent comme résultat l'immense pillage de toute l'économie, des finances publiques et du patrimoine national. Cette image et réalité d'un

État vassal géant prostré, incapable de poursuivre une politique étrangère indépendante, incapable de produire l'apparence minimale d'une économie moderne en état de fonctionnement, incapable de maintenir la loi et l'ordre, devint la vision définissant la Russie pour l'UE et les États-Unis. La Russie postcommuniste, un État raté selon tous les standards, était surnommée « démocratie libérale » par chaque politicien capitaliste occidental, et c'est ce qui fut répandu par les larbins des médias alignés.

L'ascension fortuite de Vladimir Poutine et le remplacement progressif des « vendus » les plus extrêmes parmi les fonctionnaires néolibéraux, et, ce qui est plus important, la reconstruction de l'État russe avec un budget adapté et des institutions nationales fonctionnelles, fut immédiatement perçue comme une menace pour la suprématie militaire US et l'expansion économique de l'Allemagne. Le passage de la Russie de l'état de vassalisation à l'Ouest à son statut retrouvé d'État souverain indépendant mit en branle une contre-offensive agressive US-UE. Ils financèrent une opposition politique soutenue par l'oligarchie néolibérale dans une tentative de rétablir la vassalisation de la Russie par le moyen de manifestations populaires et d'élections. Ces efforts pour chasser Poutine et remettre en place un État vassal pro-occidental échouèrent. Ce qui avait pu fonctionner en 1991 pour la prise de pouvoir d'Eltsine contre Gorbatchev se révéla inefficace contre Poutine. La majorité des Russes ne voulait pas d'un retour à la décennie de l'infamie.

En ce début de siècle, Poutine et son équipe mirent en place les nouvelles règles de base, selon lesquelles on permettrait aux oligarques de conserver leur richesse mal acquise et leurs entreprises, à condition qu'ils n'utilisent pas leur puissance économique pour tenter de s'emparer des pouvoirs de l'État. En second lieu, Poutine raviva et reconstruisit les institutions techno-scientifiques, militaires, industrielles et culturelles, et les centres de décisions de commerce et d'investissement au sein d'un large cercle de décideurs publics et privés non inféodés aux dirigeants occidentaux. En troisième lieu, il commença à analyser et à réparer les failles des agences de sécurité russes, surtout en ce qui concernait les menaces venant de mouvements « séparatistes » du Caucase sponsorisés par l'Occident, particulièrement en Tchétchénie, et l'apparition des « révolutions colorées » soutenues par les USA en Ukraine et en Géorgie.

Au début Poutine assumait avec un certain optimisme que, puisque la Russie était devenue un État capitaliste et qu'il n'y avait plus de rivalité idéologique, les États-Unis et l'UE accueilleraient volontiers la normalisation et la stabilisation de l'État russe. Il envisagea même qu'ils accepteraient la Russie comme un partenaire économique, politique, et jusque dans le cadre de l'Otan. Il alla jusqu'à faire des propositions pour rejoindre l'Otan et l'UE et coopérer avec eux. L'Occident ne tenta pas de dissuader Poutine de ses illusions. On alla jusqu'à l'encourager, alors même qu'augmentait le soutien à l'opposition interne contre lui et que se préparait une série de guerres impériales et de sanctions contre le Moyen-Orient, ciblant les alliés traditionnels de la Russie en Iraq, en Syrie et en Libye.

Comme la stratégie de subversion interne échouait à déloger le président Poutine et que l'État russe prévalait sur les néo-vassaux, la diabolisation de Poutine commença à devenir permanente et véhémente. L'Occident engagea une « stratégie externe » d'isolation, d'encerclage et d'affaiblissement de l'État russe en sapant ses alliés et ses partenaires commerciaux.

Les États-Unis et l'Allemagne confrontent la Russie : la fabrication de la « Menace russe »

La Russie avait été incitée à donner son support aux guerres d'Irak, d'Afghanistan et de Libye en échange de la promesse d'une plus grande intégration avec les marchés occidentaux. Les EU et l'UE acceptèrent la coopération Russe, incluant voies d'accès militaires et bases pour l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan. Les puissances de l'Otan s'assurèrent du support russe sur le sujet des sanctions contre l'Iran. Ils exploitèrent le naïf accord russe pour la zone d'interdiction de vol sur la Libye, où ils engagèrent une guerre aérienne totale. Les États-Unis financèrent les soi-disant « révolutions de couleur » en Géorgie et en Ukraine, répétitions en vue du putsch de 2014. Chaque changement de pouvoir par la violence permit aux EU d'installer des dirigeants anti-russes impatientes et désireux de

servir de vassal aux EU et à l'Allemagne.

L'Allemagne fut le fer de lance de la progression impériale européenne dans les Balkans et en Moldavie, pays qui avaient de forts liens économiques avec la Russie. De hauts fonctionnaires allemands vinrent en « visite » dans les Balkans pour renforcer leurs liens avec les régimes vassaux de Slovaquie, Bulgarie, Slovaquie et Croatie. Sous directive allemande, l'UE donna l'ordre au régime vassal de « Boyko le Nigaud » en Bulgarie d'interdire le passage du pipe line « South Stream » vers la Serbie, la Hongrie, la Slovaquie et au-delà. La Bulgarie perdit ainsi 400 millions de dollars de revenus annuels. L'Allemagne et les EU financèrent les politiciens clients pro US-UE en Moldavie, s'assurant ainsi de l'élection de Lurie Leanca comme Premier ministre. Le résultat de la quête soumise de Leanca à l'intégration européenne fut la perte pour la Moldavie de 150 millions de dollars d'exportations vers la Russie. La politique pro-européenne de Leanca est contraire aux vues de la majorité des Moldaves - 57 % d'entre eux considèrent la Russie comme le plus important partenaire économique du pays. Presque 40 % de la population en âge de travailler est employée en Russie, et 25 % des 8 milliards de dollars du PIB moldave proviennent de versements faits outre-mer.

L'Allemagne et les créateurs d'empire états-uniens écrasent les voix dissidentes en Hongrie, Serbie et Slovaquie, dont les économies et la population souffrent du blocus des pipelines russes de gaz et de pétrole. Mais la guerre économique totale de l'Allemagne contre la Russie a plus d'importance que les intérêts de ses États vassaux. Il leur revient de se sacrifier pour le « Plus Grand Bien » de l'empire économique allemand en formation et l'encerclement militaire EU-UE de la Russie. Les injonctions extrêmement brutales des intérêts impériaux allemands articulés par l'UE, et la prédisposition des régimes des Balkans et des Pays baltes à sacrifier leurs intérêts économiques fondamentaux, sont le meilleur indicateur de l'émergence d'un empire allemand en Europe.

En parallèle avec la campagne économique anti-russe hargneuse de l'Allemagne, les EU sont engagés via l'Otan dans une vaste construction militaire tout au long des frontières russes. Le larbin des EU, le directeur de l'Otan Jens Stoltenberg, se vante de ce que l'Otan a multiplié par cinq les patrouilles de bombardiers et d'avions de combat le long des frontières terrestres et maritimes russes, entreprend des exercices militaires tous les deux jours et a largement accru le nombre de ses vaisseaux de guerre en mer Baltique et en mer Noire.

Conclusion

Il est tout à fait clair que les EU et l'Allemagne veulent ramener la Russie au statut de vassal qu'elle avait dans les années quatre-vingt-dix. Ils ne veulent pas de « relations normales ». À partir du moment où Poutine a commencé à rétablir l'État et l'économie russes, les puissances occidentales se sont lancées dans une série d'interventions politiques et militaires éliminant les alliés des Russes, leurs partenaires commerciaux et les États indépendants.

L'émergence de régimes extrémistes viscéralement anti-russes en Pologne, Lettonie, Estonie et Lituanie fut le bouclier à l'avant-garde de la progression de l'Otan et de l'empiétement économique allemand. La conquête militaire de l'Est, ce rêve d'Hitler, a pris sous le règne du Premier ministre Merkel la forme d'une conquête de l'Europe du Nord et de l'Europe centrale par des moyens dissimulés, par le chantage économique dans les Balkans, et par de violents putschs en Géorgie et Ukraine.

La classe dirigeante économique allemande est partagée entre un secteur dominant pro-EU, prêt à sacrifier l'actuel commerce lucratif avec la Russie dans l'objectif de soumettre une Russie post-Poutine au pillage avec la complicité de « clones » de Eltsine réinstallés au pouvoir, et un secteur industriel minoritaire désireux d'annuler les sanctions et de revenir à un échange commercial normalisé avec la Russie.

La crainte de l'Allemagne est que ses clients au pouvoir dans l'Est, et particulièrement dans les Balkans, soient

vulnérables à un soulèvement populaire provoqué par les sacrifices qu'ils imposent à leur population. C'est pourquoi l'Allemagne est tout à fait favorable à la nouvelle Force de Réaction Rapide de l'Otan, instituée officiellement pour faire face à une nouvelle « Menace russe », mais dont le but réel est le support à des régimes vassaux menacés.

La « Menace russe », idéologie directrice de l'offensive états-unienne et germanique en Europe et dans le Caucase, n'est rien d'autre que la doctrine utilisée par Hitler pour s'assurer du support des banquiers et industriels nationaux, et des collabos conservateurs et d'extrême droite dans les milieux extrémistes en Ukraine, Hongrie, Roumanie et Bulgarie.

La prise de pouvoir en Ukraine par les EU-UE, par l'intermédiaire de clients politiques vassaux appuyés par des oligarques corrompus et des nervis nazis, a été le déclencheur de la crise actuelle. Le coup d'État en Ukraine est une grave menace pour l'existence même de la Russie en tant qu'État indépendant. Après la prise de Kiev, l'Otan a poussé son régime larbin à éliminer militairement les régions indépendantes de l'Est et à saisir la Crimée dans le but d'anéantir la position stratégique de la Russie en mer Noire. La Russie, victime du coup d'État de l'Otan, a été nommée « l'agresseur ». La totalité du monde politique et de la presse alignée s'est fait l'écho de ce Grand Mensonge. On effaça deux décennies de progression militaire de l'Otan vers les frontières russes et d'expansion économique allemande sur les marchés russes. L'Ukraine est la plus importante plate-forme militaire stratégique à partir de laquelle les EU-Otan pourraient lancer une offensive vers le coeur de la Russie, et pour l'Allemagne le plus vaste marché depuis l'annexion de l'Allemagne de l'Est.

Pour les EU et l'Allemagne la conquête de l'Ukraine a une grande valeur par elle-même, mais c'est aussi la clé d'une offensive totale pour étrangler la Russie au moyen de sanctions, de la baisse des prix du pétrole, et d'une menace militaire. L'objectif stratégique est de réduire le peuple de Russie à la misère, régénérer l'opposition moribonde pour renverser Poutine, et ramener la Russie à son statut d'État vassal de façon permanente. L'élite impériale des EU et de l'Allemagne, visant plus loin que la Russie, pense que si la Russie est contrôlée, il devient possible d'encercler, isoler et attaquer la Chine depuis l'Ouest et l'Est simultanément.

Ce ne sont certes pas des fanatiques enflammés. Mais en tant que partisans enragés d'une guerre permanente pour mettre fin à la présence de la Russie en Europe et miner l'émergence de la Chine comme puissance mondiale, ils sont prêts à risquer une guerre nucléaire.

La « Menace russe » est le coeur idéologique de l'expansion impériale et de la conquête en Europe et dans le Caucase. C'est la pierre de touche définissant adversaires et alliés. Les pays qui ne se conforment pas aux sanctions sont pris pour cible. Les médias alignés répètent le mensonge. La « Menace russe » est devenue le cri de guerre des vassaux serviles - la justification fallacieuse permettant d'imposer de terribles sacrifices pour servir les « padrones » à Berlin et à Washington - craignant la rébellion de leurs populations sacrifiées. Sans aucun doute, en état de siège, la Russie devra faire des sacrifices. Les oligarques s'enfuiront à l'Ouest ; les libéraux se cacheront sous leur lit. Mais de la même façon que les Soviétiques ont renversé le cours des choses à Stalingrad, le peuple russe, après les deux premières années d'un programme d'amorçage, survivra, prospérera, et deviendra une fois de plus une balise d'espoir pour tous les peuples désireux de s'extraire de la tyrannie du militarisme EU-Otan et de la dictature économique Germano-UE.

James Petras pour informationclearinghouse.info

Traduit de l'anglais pour vineyardsaker.fr par : Abdelnour,
Relu par : Sylvain

Original : « [The Rise of German Imperialism and the Phony 'Russian Threat'](http://informationclearinghouse.info) » (informationclearinghouse.info,

anglais, 08-12-2014)

informationclearinghouse.info. USA, 8 décembre 2014.

Post-scriptum :

* **James Petras** (né à Boston, États-Unis, le 17 janvier 1937) Professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York. Dernier ouvrage publié en français : [La Face cachée de la mondialisation : L'Impérialisme au XXIe siècle](#), (Parangon, 2002). Dernier ouvrage publié en anglais : [The Arab Revolt and the Imperialist Counter Attack](#), (Clarity Press, 2011).